

## Conflans : Jean-Michel Blanquer annonce un "cadrage national strict"...

4-5 minutes

"Il y aura un cadrage national strict, puissant, fort, pour le travail éducatif et pédagogique que nous devons faire avec tous les élèves", après l'attentat contre un enseignant à Conflans-Sainte-Honorine, promet Jean-Michel Blanquer, samedi 17 octobre 2020. "Personne ne doit se sentir seul" le jour de la rentrée, affirme le ministre de l'Éducation nationale, qui veut éviter qu'il y ait des établissements "où la peur conduise à ne pas faire". Un hommage national sera rendu dans les prochains jours au professeur assassiné, Samuel Paty ([lire sur AEF info](#)).



Jean-Michel Blanquer, lors d'une conférence de presse samedi 17 octobre 2020. Droits réservés - DR - Capture d'écran

"Notre réaction doit être à la hauteur", affirme Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, lors d'une conférence de presse organisée rue de Grenelle samedi 17 octobre 2020 en début d'après-midi. Il s'exprime après l'assassinat d'un professeur d'histoire-géographie hier à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Samuel Paty exerçait au collège du Bois d'Aulne et avait reçu des menaces après avoir engagé une discussion avec des élèves de quatrième autour des caricatures publiées par *Charlie Hebdo*. Un

hommage national doit lui être rendu dans les prochains jours.

Le ministre exprime sa "solidarité complète avec tous les professeurs de France" après cet attentat survenu à la veille des vacances de la Toussaint. Il souhaite que la rentrée du lundi 2 novembre se passe dans la "sérénité" et "l'unité". Il demande au "monde adulte" de "montrer la force des valeurs de la République", de montrer "de la fermeté, de la clarté, de la subtilité aussi", en prenant le temps de revenir avec les élèves sur ces événements tragiques.

Une minute de silence

"Il y aura nécessairement une minute de silence, mais aussi tous les outils pédagogiques éducatifs nécessaires" pour engager cette discussion, de l'école primaire à la terminale, dit le ministre. Une réflexion est engagée depuis ce matin avec les organisations syndicales pour élaborer collectivement des "ressources pédagogiques" sur ces sujets. Des "intellectuels" et des "experts" vont être associés à cette réflexion. L'objectif est d'éviter les incidents survenus dans quelques établissements après les attentats de *Charlie Hebdo* en 2015, des élèves refusant par exemple de s'associer à la minute de silence en mémoire des journalistes assassinés.

Parce que "personne ne doit se sentir seul" le jour de la rentrée, le ministre compte donner "toutes les consignes pour qu'il n'y ait pas d'angle mort, d'endroit où la peur conduise à ne pas faire". "Ce sont des sujets sur lequel il ne doit pas y avoir de flou", insiste-t-il. Le ministre rappelle qu'il a créé un Conseil des sages de la laïcité et mis en place des équipes sur les valeurs de la République dans chaque rectorat. "Cette actualité nous montre qu'il nous faut faire toujours plus", relève-t-il.

"Un professeur est tout à fait en droit de montrer ces caricatures"

"Il est normal que les professeurs soient amenés à faire cours sur la liberté d'expression", "c'est un sujet central", souligne le ministre. "Le sujet des caricatures fait pleinement partie de cette question de la liberté d'expression et un professeur est tout à fait en droit de montrer ces caricatures, bien entendu, d'autant plus si cela s'accompagne d'un travail pédagogique d'explication des problèmes qui ont eu lieu autour de cet enjeu".

L'enquête dira ce qu'il s'est passé dans le collège de Conflans-Sainte-Honorine et précisera comment les réseaux sociaux ont été utilisés pour mettre en cause le professeur. "Je veux rendre hommage à la principale de ce collège qui a fait tout ce qu'on doit faire quand arrive ce genre de choses", souligne Jean-Michel Blanquer, qui explique que les "équipes valeurs de la République" du rectorat sont intervenues dans l'établissement en rappelant les "principes clairs énoncés dans le vade-mecum de la laïcité".